

Bruxelles, le 29.10.2018
C(2018) 7023 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29.10.2018

**modifiant la Décision C(2015) 6758 du 7.10.2015 relative au programme d'action annuel
2015 en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds
européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29.10.2018

modifiant la Décision C(2015) 6758 du 7.10.2015 relative au programme d'action annuel 2015 en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9.4,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) Le programme d'action annuel financé au titre du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après l'«accord interne») vise à contribuer à la protection et à la valorisation du capital environnemental unique de la République démocratique du Congo en renforçant les liens entre les résultats en termes de conservation et l'augmentation concomitante des retombées économiques pour la population concernée.
- (2) La contribution de l'UE à l'action intitulée «Environnement et agriculture durable pour la sauvegarde des sites biologiques prioritaires de la République démocratique du Congo» est augmentée de EUR 25 000 000 et la période d'exécution sera prolongée de 36 mois. Cette augmentation va offrir davantage aux populations avoisinantes un développement socio-économique durable dans un cadre sécuritaire accru grâce à l'appui fourni aux aires protégées. L'augmentation de ressources est nécessaire pour optimiser l'utilisation des énergies propres produites en périphérie des parcs, en vue de faire bénéficier la population d'une électricité bon marché résultant d'une utilisation durable des services écosystémiques.
- (3) Il y a donc lieu de modifier la décision C(2015) 6758 en conséquence.
- (4) L'assistance prévue à la République démocratique du Congo se doit de suivre strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives de l'UE concernant ledit pays.
- (5) Conformément à l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, toute modification substantielle d'une décision de financement déjà adoptée suit la même procédure que la décision initiale. Il convient dès lors que la Commission doit définir ce que l'on entend par «modifications non substantielles de la présente

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.

- (6) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article unique

La décision C(2015) 6758 est modifiée comme suit:

- (1) L'article 2 est remplacé comme suit:

"La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1er est fixée à 145 000 000 EUR et est financée sur le Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard."

- (2) L'annexe à la décision C(2015) 6758 est modifiée comme suit à l'annexe à cette décision.

Fait à Bruxelles, le 29.10.2018

Par la Commission
Neven Mimica
Membre de la Commission